

# La République démocratique du Congo et l'Union européenne



## Aujourd'hui et Demain



Délégation de l'Union  
européenne en République  
démocratique du Congo

#GlobalGateway  
@UEenRDC

**La République démocratique du Congo  
et l'Union européenne**



Délégation de l'Union  
européenne en République  
démocratique du Congo

## ÉDITORIAL

# Une diplomatie publique de proximité

Au XXI<sup>ème</sup> siècle, les acteurs dans la sphère internationale se sont multipliés et les relations internationales ne sont plus l'apanage des États. Le développement récent des technologies de l'information fait que les messages circulent instantanément.

Le diplomate moderne est, avant tout, un équilibriste avec un sens aigu de l'opportunité : quand, où et comment dire, agir ou défendre une priorité au bénéfice de valeurs et d'intérêts qu'il représente. Il ne s'agit pas seulement de représenter, mais d'influencer, de gagner l'assentiment général en soutenant les débats publics qui traversent déjà la société du pays hôte, de convaincre les cœurs et les esprits. L'éventail de relations à développer dans une diplomatie moderne s'est aujourd'hui élargi à toute personne qui contribue à créer l'opinion publique dans son pays hôte et qui peut devenir un moteur positif de changement.

L'Union européenne, exemple de diplomatie publique au XXI<sup>ème</sup> siècle, était à son origine un projet destiné à éviter la guerre en Europe. Depuis, cette idée a évolué vers une mutualisation d'obligations et un partage de souveraineté. De plus, dans le cadre de ses relations extérieures, l'UE a dû de se doter d'une diplomatie novatrice sur la scène internationale qui n'entraîne pas en conflit ou en concurrence avec les diplomaties classiques de ses États membres, mais bien en complémentarité. Et cet espace a été trouvé dans l'engagement vers le multilatéralisme effectif et la diplomatie des valeurs.

Le premier concept (multilatéralisme effectif) signifie que les réponses aux complexités de notre monde contemporain ne viendront jamais d'un seul effort mais de la réponse collective et concertée de plusieurs acteurs. Et cette réponse doit impérativement être légitime - en accord avec le droit international - et efficace, c'est-à-dire, apporter des solutions aux problèmes réels.

Le deuxième (la diplomatie des valeurs) reste très lié au premier et se concentre sur la justice internationale, le développement durable et la défense des droits humains pour tous les êtres humains indépendamment de leur origine, de la couleur de leur peau, de leur religion, de leur genre, etc.

En Afrique, la diplomatie moderne doit mettre les femmes et les hommes, les filles et les garçons au premier plan et se tourner vers leurs aspirations pour l'avenir afin de parvenir à des partenariats qui créent une prospérité partagée. La diplomatie publique de l'Union européenne s'efforce de refléter notre proximité avec les autorités et les citoyens, illustrant le credo qu'au-delà de la fonction de représentation, la construction d'un monde meilleur au XXI<sup>ème</sup> siècle doit se baser sur la concertation, le respect, le dialogue et la connaissance mutuelle.



**Nicolas Berlanga Martinez**  
Ambassadeur de l'Union européenne

# 1. Présentation de l'Union européenne

L'Union européenne (UE) constitue un ensemble institutionnel unique en son genre qui repose sur des aspirations de paix, de démocratie et de prospérité commune. Union économique et politique, elle s'appuie sur une collaboration étroite entre ses 27 États membres et vise à promouvoir ses valeurs fondamentales, tout en œuvrant pour le respect de la justice, de la liberté et de la sécurité au sein de ses frontières et au-delà. L'UE repose sur le principe de l'État de droit et des traités ratifiés volontairement et de manière démocratique par l'ensemble de ses États membres.

## 1951 - Traité de Paris : Traité CECA

Les six pays fondateurs européens (France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne, Belgique) décident à l'issue de la seconde guerre mondiale, afin de préserver la paix entre eux, de mettre en commun la production de charbon et d'acier.



## 1986 - Acte Unique Européen

Les 12 signent, à Luxembourg et La Haye, l'Acte unique qui modifie le traité de Rome sur la CEE.



## ★ 1957 - Traités de Rome : Traités CEE et Euratom

Les six pays fondateurs européens vont plus loin dans leur union, en instituant la **Communauté économique européenne** (CEE), qui a pour but la mise en place d'un marché commun et la **Communauté européenne de l'énergie atomique** (CEEA) dite Euratom. Ces traités sont considérés comme les textes fondateurs de l'Union européenne.

## ★ 1985 - Accords de Schengen

**Accords de Schengen** prévoyant la suppression progressive des frontières entre les États membres et la libre circulation des personnes. La convention n'entrera en vigueur qu'en 1995.

## ★ 1992 - Traité de Maastricht : création de l'Union européenne

**Le traité de Maastricht** marque la naissance de l'Union européenne et instaure une structure fondée sur trois piliers : les Communautés européennes (CECA, CE et CEEA), la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC), ainsi que la coopération dans les domaines de la Justice et des affaires intérieures (JAI).

## ★ 1999 - Zone Euro

L'euro devient officiellement la monnaie légale commune au sein de onze États membres qui forment la « zone euro ».



## ★ 2007 - Traité de Lisbonne

Traité modifiant les traités antérieurs pour simplifier le fonctionnement de l'UE et garantir le fonctionnement des institutions européennes.

**Création du Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE)**. Il s'agit du service diplomatique de l'UE avec l'objectif de renforcer la cohérence et l'efficacité de la politique étrangère de l'UE, le SEAE est composé d'un Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et d'un réseau d'ambassadeurs de l'UE (appelées délégations) dans le monde entier. Le service a été lancé officiellement en 2011.

## 2013 - Europe à 28

Adhésion de la Croatie

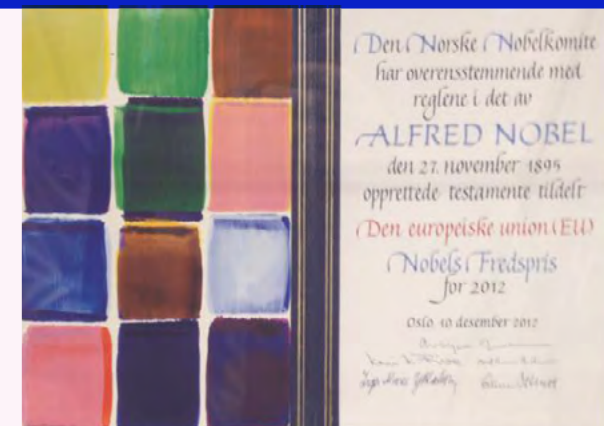
## 2023 - Neuf pays sont officiellement déclarés candidats à l'adhésion

## 2020 - Retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne

## 2024 - Élections du nouveau Parlement européen

## ★ 2012 - Prix Nobel de la Paix

L'UE reçoit le **prix Nobel de la Paix** pour avoir fait avancer la paix, la réconciliation, la démocratie et les Droits de l'Homme en Europe.



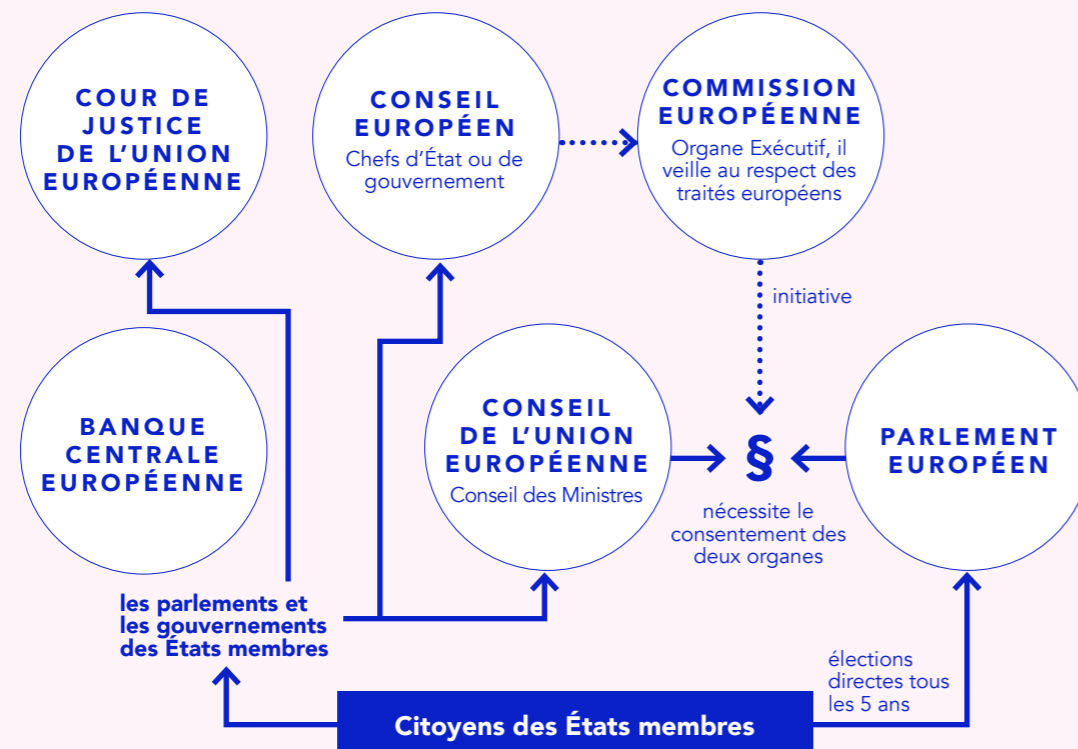
## 2001 - Traité de Nice

Traité modifiant les traités antérieurs pour assurer un bon fonctionnement des institutions européennes en prévision du prochain élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale.

## 2. Les Institutions européennes, fondements et fonctionnement

L'UE est un projet politique caractérisé par une soumission volontaire de certains aspects de la souveraineté nationale à une autorité commune, dans le but de réaliser des objectifs partagés.

L'UE fonctionne au travers de six institutions principales :



**La Commission européenne** est l'organe exécutif de l'UE. Elle a l'initiative de proposer de nouvelles lois, gère la mise en œuvre des politiques de l'UE et veille au respect des traités européens. La Commission agit dans l'intérêt de l'UE.

**Le Parlement européen** est l'organe législatif de l'UE, directement élu par les citoyens européens tous les cinq ans. Il travaille conjointement avec le Conseil de l'Union européenne pour adopter et modifier les propositions législatives et déterminer le budget de l'UE.

**Le Conseil européen** réunit les chefs d'État ou de gouvernement des États membres, ainsi que le Président de la Commission et celui du Conseil européen. Sans pouvoir législatif, il définit néanmoins les grandes orientations et les priorités politiques de l'UE.

**Le Conseil de l'Union européenne** est le colégislateur (avec le Parlement) où les gouvernements des États membres se rencontrent pour discuter, modifier les lois et coordonner les politiques.

**La Cour de justice de l'Union européenne** assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application des traités. Elle joue un rôle crucial dans le maintien de l'État de droit et l'ordre juridique européen.

**La Banque centrale européenne** est responsable de la politique monétaire de l'UE, en particulier pour les pays ayant adopté l'euro. Elle vise à maintenir la stabilité des prix et à préserver la valeur de la monnaie européenne.



### Les principes fondamentaux de l'UE

Les principes fondamentaux de l'UE sont ancrés au cœur de l'un de ses traités fondateurs (Maastricht, 1992). Ils guident non seulement son fonctionnement interne mais aussi ses relations avec le reste du monde.

**LA DIGNITÉ HUMAINE**

**LA LIBERTÉ**

**LA DÉMOCRATIE**

**L'ÉGALITÉ**

**L'ÉTAT DE DROIT**

**LE RESPECT DES DROITS HUMAINS**

### Les élections et la démocratie au sein de l'UE

Les élections européennes, qui se tiennent tous les cinq ans, sont un pilier de la démocratie au sein de l'UE, permettant aux citoyens de participer directement à la vie politique européenne en élisant les députés qui les représentent au Parlement européen. Ces élections sont un exemple concret du principe de démocratie représentative, les citoyens étant directement représentés au Parlement et les États membres étant représentés au Conseil de l'UE.



### 3. Chiffres clés de l'UE

**27** PAYS MEMBRES



Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tchéquie.

**5,7%**

Avec 448,4 millions d'habitants, les européens représentent 5,7% de la population mondiale en 2021.

**€15,9**

MILLIARDS PIB de l'UE en 2022. Cela représente 16,5% du PIB mondial.

**44 ans**

c'est l'âge médian des européens.

**14%**

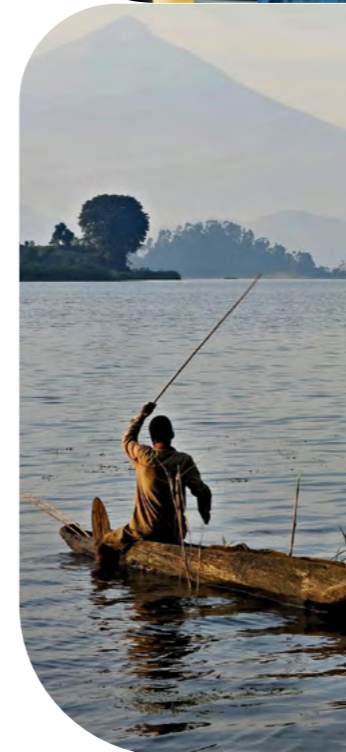
L'UE représente 14% du commerce mondial des biens.



L'Union européenne représente **50%** des dépenses sociales mondiales.

**80 ans**

est la durée de vie moyenne en Europe.



**40%**

L'Union européenne reçoit 40% du tourisme mondial (chiffre stable entre 2007 et 2019).



## 4. Les relations Afrique-Europe pour un avenir commun

Accords de partenariat et commerciaux, aide au développement et humanitaire, appui aux réformes macroéconomiques et de gouvernance, investissements dans les secteurs prioritaires, relations diplomatiques et engagements en matière de sécurité, l'Union européenne est le premier partenaire de l'Afrique.



### Les accords Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP)

L'accord de Samoa, signé entre l'UE et les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique, en novembre 2023 témoigne de l'engagement à relever les défis mondiaux, à promouvoir la croissance économique et à favoriser la durabilité. Il établit des principes communs et couvre les domaines prioritaires comme :

- Les Droits de l'Homme, la démocratie et la gouvernance,
- La paix et la sécurité,
- Le développement humain et social,
- La croissance et le développement économiques durables et inclusifs,
- La durabilité environnementale et le changement climatique et
- Les migrations et la mobilité.

Les 27 États membres de l'UE et les 79 pays ACP représentent ensemble environ 2 milliards de personnes et plus de la moitié des sièges aux Nations Unies. Avec ce nouvel accord, les parties seront mieux équipées pour répondre aux besoins émergents et aux défis mondiaux.

### Stratégie UE-Afrique : un engagement constant

La Stratégie UE-Afrique, ponctuée par un sommet tous les trois ans, souligne l'aspiration à un partenariat profond et concret entre les deux continents. Le sommet de Bruxelles en février 2022 a marqué une étape décisive, établissant une vision commune axée sur la solidarité, la sécurité, la paix, ainsi que le développement économique durable, en résonance avec la stratégie 2063 de l'Union africaine.

Ce partenariat repose sur des actions conjointes et des engagements chiffrés : un investissement de 150 milliards d'euros pour le développement de l'Afrique, la fourniture d'au moins 450 millions de doses de vaccins contre la COVID-19, l'approfondissement de la coopération pour la paix et la sécurité, ainsi qu'un engagement renforcé en matière de migration et de mobilité par exemple. Ces engagements, ancrés dans un attachement au multilatéralisme, mettent en avant la volonté des deux continents de surmonter ensemble les défis globaux, comme la lutte contre la pauvreté, la santé et l'éducation, la paix et la sécurité, le développement économique, la lutte contre le réchauffement climatique et la préservation de l'environnement.

## Global Gateway en RDC : un engagement international pour l'avenir *Un nouvel horizon d'investissement avec l'Union européenne*

Au cœur du partenariat entre les deux continents, la stratégie « **Global Gateway** » de l'Union européenne (UE) se présente comme un levier de transformation global. Initiée fin 2021, cette vision ambitieuse est caractérisée par un investissement prévu de 300 milliards d'euros d'ici 2027, dont une allocation significative de 150 milliards destinée à l'Afrique. « **Global Gateway** » incarne un partenariat stratégique orienté vers le renforcement des secteurs vitaux : numérique, climat, énergie, santé, éducation et transports.

La RDC se positionne au cœur de cette initiative. Poumon vert mondial avec le Bassin du Congo et géant minier, la RDC est un partenaire clé pour l'avenir économique de l'Afrique. Reconnaisant les défis climatiques et les opportunités de développement durable, les autorités congolaises aspirent à valoriser les réserves de carbone du Bassin du Congo et à réorienter les coopérations minières vers le recyclage et la transformation locale. Ces initiatives sont essentielles pour assurer une stabilité d'approvisionnement et promouvoir une économie verte.

L'UE s'engage à promouvoir des infrastructures de qualité et durables, notamment en RDC, respectant les standards européens en matière sociale, environnementale et de gouvernance. L'accent est mis sur la mobilisation du secteur privé et des institutions financières européennes, utilisant des instruments financiers innovants pour un impact tangible sur le développement et promouvoir une économie verte.





### BIODIVERSITE & AGRO-INDUSTRIE

Promouvoir la transition agroécologique pour parvenir à une souveraineté alimentaire durable, en se concentrant sur :

- La gestion durable des zones protégées de la Garamba, de la Salonga, de l'Upemba, des Virunga et de Yangambi
- Les chaînes de valeur pour créer des emplois, augmenter la production et la sécurité alimentaires et élargir les possibilités d'exportation.

### TRANSPORT

- Extension du corridor de Lobito (1) pour faciliter le commerce et le transport contribuant à la croissance économique et à l'intégration régionale
- Développement de la section multimodale d'Ubangi au port fluvial de Lisala, dans le cadre du corridor Douala-Kampala-Mombasa (2).

### DIGITAL

Renforcer l'infrastructure numérique avec le déploiement de la fibre optique dans l'est de la RDC, l'installation d'antennes GSM dans les zones reculées et le soutien à la numérisation dans des secteurs tels que la santé, l'éducation et la cybersécurité.

### ENERGIE

Soutenir la production d'énergie renouvelable pour le secteur minier et la population, en améliorant la distribution régionale d'électricité entre la RDC, l'Ouganda et la Zambie.

### GOVERNANCE, PAIX ET SÉCURITÉ

Consolider une démocratie pacifique et augmenter les ressources durables de l'État :

- Réforme structurelle des services de sécurité et amélioration de l'accès à la justice
- Soutien à des processus électoraux transparents, participatifs et pacifiques.
- Augmenter les recettes nationales transparentes, en particulier celles provenant de l'exploitation minière, améliorer le climat des affaires pour les investissements étrangers et élargir les possibilités d'exportation.



### MINERAIS CRITIQUES RESPONSABLES

Partenariat stratégique visant à diversifier les chaînes d'approvisionnement en matières premières, à développer la valeur ajoutée locale et à transformer le trafic de ressources minérales en commerce légitime :

- Intégration de chaînes de valeur durables pour les matières premières
- Mobilisation de fonds pour les infrastructures
- Production durable et responsable.

### DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Améliorer l'accès à la santé, favoriser l'égalité des sexes et former les jeunes :

- Renforcer l'accès aux services de santé essentiels, y compris pour les mères et les enfants
- Renforcer les droits des femmes et leur autonomie économique
- Augmenter les taux de scolarisation et améliorer la qualité de l'enseignement.

### FOCUS ÉQUIPE EUROPE

L'approche « Équipe Europe » renforce notre impact international en unissant les efforts de l'Union européenne, ses États membres, leurs agences et banques de développement, incluant la BEI et la BERD. Née pour répondre de manière unie à la COVID-19, elle est devenue essentielle à la stratégie internationale de l'Europe, notamment pour la coopération internationale de 2021 à 2027. Elle traduit l'engagement de l'UE, selon le consensus européen pour le développement de 2017, à optimiser l'impact global par la coopération et la coordination.

### PARTENARIAT UE-RDC, UN ENGAGEMENT POUR L'AVENIR

Le forum « Global Gateway » de Bruxelles, en octobre 2023, a marqué un tournant avec la signature de protocoles d'accord entre l'UE, la RDC, la Zambie et d'autres acteurs clés comme les États-Unis et la Banque africaine de développement. Ces accords visent à renforcer les chaînes de valeur des matières premières critiques et à améliorer la connectivité des transports, notamment à travers le développement du corridor de Lobito, promettant ainsi une ouverture sans précédent de la RDC et de ses voisins aux marchés mondiaux.

L'Union européenne et l'Union africaine collaborent sur 12 corridors en Afrique pour améliorer les infrastructures de transport et stimuler l'économie locale. Récemment, le corridor de Lobito a donc rejoint cette initiative. En RDC, quatre corridors facilitent les échanges avec les nations et ports voisins, visant à booster le développement économique et à connecter des régions isolées.

L'Union européenne se concentre sur le développement du nord du pays, en valorisant les chaînes agricoles et le transport fluvial, avec des plans d'investissement co-crésés avec les parties prenantes. Elle vise à relier les voies rurales aux routes principales et à améliorer l'approvisionnement énergétique pour dynamiser l'économie des zones densément peuplées. Pour le corridor de Lobito, l'UE explore des partenariats pour améliorer l'accès à l'énergie, connecter les zones rurales et encourager le développement économique local.



Photo : L'UE signe des partenariats stratégiques pour développer le « corridor de Lobito »



Photo : visite de terrain chez Impala avec l'Équipe Europe



## 5. Projets et programmes de la Délégation de l'UE en RDC



### SANTÉ

#### L'UE et la RDC, unies face aux défis sanitaires

Garantir un droit à la santé pour tous est une préoccupation majeure de l'Union européenne. Dans cette optique, l'UE s'est mobilisée pour le renforcement du système de santé congolais, en s'appuyant sur une stratégie de santé mondiale renouvelée en 2022. Cette stratégie s'articule autour de trois axes prioritaires :

L'amélioration de la santé et du bien-être pour tous, le renforcement des systèmes de santé en vue d'une couverture sanitaire universelle et la lutte contre les menaces sanitaires, pandémies incluses, sous l'égide d'une approche holistique « **Une seule santé** ».

#### Une seule santé



De la santé et du bien-être pour tous



Couverture sanitaire universelle



Lutte contre les menaces sanitaires

En RDC, l'UE déploie ainsi une palette de soutiens diversifiés, ciblant une réalisation concrète de la **couverture santé universelle**. Elle se penche sur le soutien des politiques publiques, l'adoption d'une démarche systémique et une action globale visant à garantir un accès universel à des soins de qualité, sans pour autant alourdir le coût pour les ménages, ouvrant la voie à un accès plus équitable aux services de santé essentiels.

Pour améliorer la qualité des soins, l'UE se consacre au **ravitaillement en médicaments indispensables et à l'amélioration de la gouvernance sanitaire à l'échelle provinciale**. Elle

fournit également des infrastructures et équipements modernes aux centres de santé et hôpitaux et renforce les compétences des professionnels de santé. L'implication de l'UE en RDC s'étend ainsi sur 8 provinces et environ 40 zones de santé, impactant directement près de 10 millions d'habitants.

À travers ces initiatives, l'UE apporte sa pierre à l'édifice du renforcement du système de santé en RDC et à la **lutte contre les épidémies**, contribuant ainsi à enrichir les stratégies et politiques nationales de santé.

## JUSTICE

### Fortifier l'état de droit en RDC

En République démocratique du Congo, le renforcement de l'État de droit et des droits humains, prévu dans la Constitution de février 2006, constitue un axe prioritaire du gouvernement. L'Union européenne s'engage auprès de la RDC pour la réalisation d'une réforme judiciaire ambitieuse.

En 2023, l'UE a annoncé un appui financier s'élevant à **35 millions d'euros**, pour épauler le gouvernement congolais dans sa volonté de concrétiser la Politique Nationale de Réforme de la Justice 2017-2026. Ce partenariat stratégique témoigne de la détermination de l'UE à contribuer au renforcement du système judiciaire.

Les ambitions de ce partenariat se traduisent par des objectifs clairs et des réalisations tangibles, visant à garantir un accès universel à la justice, notamment à travers la valorisation des **Mécanismes Alternatifs de Règlement des Conflits pour une résolution à l'amiable et juste des litiges**.

**35 M€**

APPUI FINANCIER POUR  
LE RENFORCEMENT DU  
SYSTÈME JUDICIAIRE.

Ce **programme d'appui à la Réforme de la Justice** (PARJ2) est mis en œuvre à Kinshasa, en Ituri, au Kasai et en Equateur et vise à garantir :

- L'accès au droit et à une justice de qualité pour tous, y compris en favorisant le recours aux Mécanismes Alternatifs de Règlement des Conflits (MARC) ;
- L'indépendance du pouvoir judiciaire ;
- La performance du ministère de la justice ;
- Une justice fondée sur le respect de la dignité humaine.



En synergie avec les principes du **Statut de Rome**, l'UE soutient résolument les efforts de lutte contre l'impunité des crimes graves, collaborant étroitement avec la société civile et les Nations Unies. Cette démarche réaffirme l'importance cruciale de la responsabilité et du respect des droits humains, piliers indéfectibles d'une société équitable.



#### STATUT DE ROME

Le Statut de Rome est un traité international qui a établi la Cour pénale internationale (CPI), inaugurée le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Ce statut représente un jalon dans les efforts pour lutter contre l'impunité pour les crimes les plus graves affectant la communauté internationale dans son ensemble, incluant le génocide, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre et le crime d'agression. En promouvant la justice internationale, le Statut de Rome vise à contribuer à la prévention de ces crimes et à assurer que les responsables soient tenus responsables. Il souligne également l'importance de la protection des victimes et la participation des États parties pour une justice efficace et équitable à l'échelle mondiale.

Les progrès accomplis à ce jour, en matière de justice et de lutte contre l'impunité, bien que significatifs, appellent à une vigilance et un engagement continus. L'Union européenne, consciente de l'ampleur de la tâche, reste fermement engagée aux côtés de la RDC pour surmonter ces défis. Ensemble, ils œuvrent pour un avenir où l'accès à la justice et la reconnaissance des droits des victimes soient garantis, contribuant ainsi à la consolidation de la paix et à l'instauration d'une stabilité durable au cœur de l'Afrique.

## CULTURE

### L'Union européenne tisse des liens artistiques pour un héritage commun

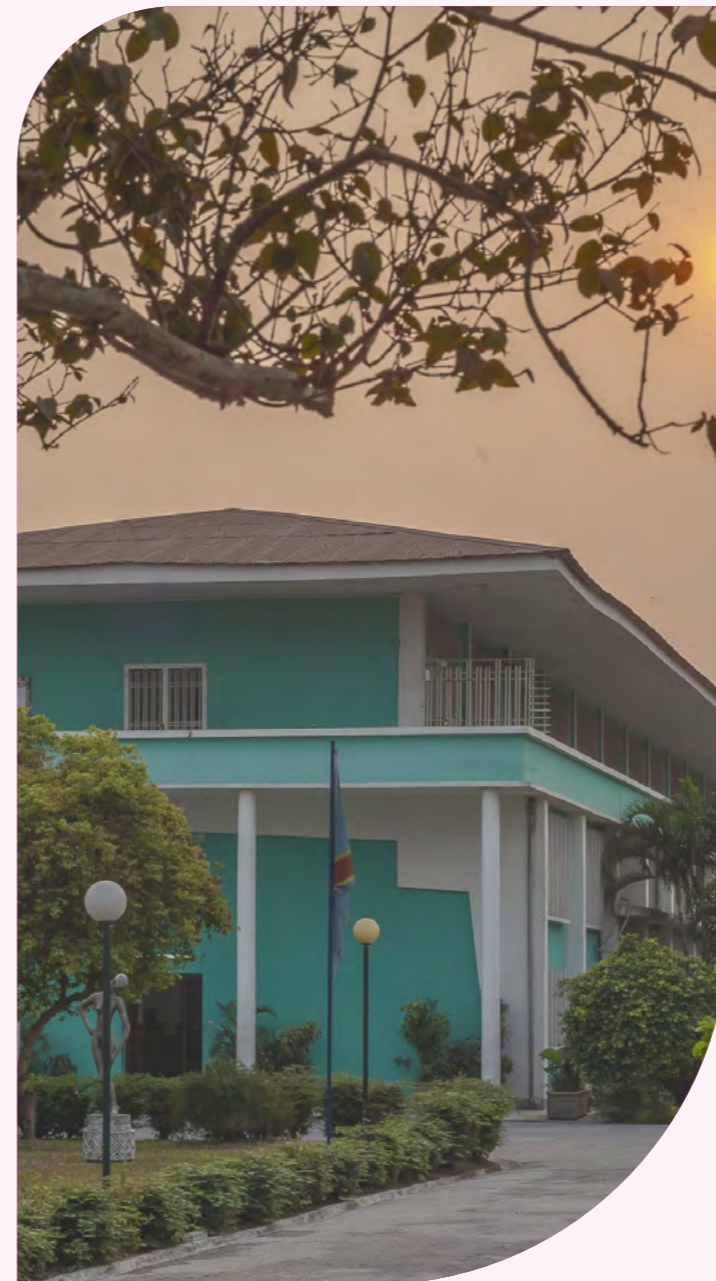
L'Union européenne promeut la valorisation de la culture dans sa démarche de coopération internationale, œuvrant à la sauvegarde des patrimoines culturels tout en stimulant les arts et les industries créatives. Face à l'immense trésor culturel de la République démocratique du Congo, l'Union européenne s'est investie dans le soutien de cette richesse par le biais de différents projets.

Le réseau des European Union National Institutes for Culture (EUNIC) a ainsi lancé le projet « **Unis dans la diversité culturelle** », visant à fortifier le secteur culturel congolais tout en mettant en lumière les valeurs communes qui unissent l'Europe et la RDC. L'initiative se concentre sur des thèmes chers aux artistes locaux tels que le vivre ensemble, la jeunesse et le patrimoine, promouvant une mise en œuvre à l'échelle nationale tout en favorisant la co-création entre créateurs européens et congolais. Cela inclut des résidences artistiques à l'étranger et des échanges avec des artistes de renom international, illustrant l'engagement de l'UE à se positionner comme un partenaire privilégié de la RDC dans le domaine culturel.



Photos : Académie des Beaux-Arts de Kinshasa <https://site.academie-kinshasa.cd/>

Par ailleurs, l'UE a tissé des liens étroits avec l'**Académie des Beaux-Arts** ainsi que l'**Institut National des Arts de la RDC**, en soutenant spécifiquement les filières de Photographie et de Conservation-Restauration. Cette collaboration vise non seulement à préserver le patrimoine artistique congolais, mais également à ouvrir des horizons nouveaux aux talents émergents du pays. En complément, l'UE déploie un arsenal d'outils financiers et organisationnels, tels que « **Créer en Afrique Centrale** » et la « **Cultural Relations Platform** », pour animer la scène culturelle congolaise à travers des expositions, des concerts et des festivals. Ces efforts se matérialisent par des partenariats directs avec des institutions culturelles et des collectifs d'artistes locaux, incarnant une véritable synergie créative.



La promotion de la culture en RDC par l'UE s'inscrit dans une démarche globale visant à célébrer et **amplifier le dialogue interculturel**. Au cœur de cette initiative se trouve la conviction que la culture constitue un pilier essentiel des valeurs européennes, servant non seulement de vecteur pour le développement socioéconomique et l'émancipation, en particulier parmi les jeunes et les femmes, mais aussi comme un moyen d'enrichissement réciproque entre les sociétés européenne et congolaise.

## ENERGIE

### Le partenariat stratégique de l'UE pour un avenir énergétique durable

La République démocratique du Congo se distingue notamment par son potentiel hydroélectrique exceptionnel, évalué à 100 gigawatts, soit le troisième rang mondial après la Chine et la Russie. Malgré cela, la biomasse, principalement sous forme de bois de chauffage, représente 95% de l'énergie consommée dans le pays.

**100**  
gigawatts

Potentiel  
hydroélectrique  
de la RDC

Pour relever le défi de l'électrification, l'Union européenne met en œuvre une approche multidimensionnelle aux côtés du gouvernement pour encourager **l'amélioration de l'accès à l'électricité**. Cette stratégie comprend le soutien de projets dans des zones ciblées, le financement des connexions électriques avec les pays voisins et le renforcement de la gouvernance du secteur énergétique, visant à induire un changement significatif et durable.

En collaboration avec les autorités de la République démocratique du Congo, l'Union européenne s'engage dans une démarche axée sur le développement durable, en ancrant l'énergie renouvelable au sein des communautés locales, en particulier autour des zones protégées. Un exemple emblématique de cette démarche est le parc national des Virunga, un trésor de biodiversité, où grâce à l'appui financier de l'UE, des centrales hydroélectriques comme Luviro (14,6 MW) et la prochaine installation de Rwanguba, avec une capacité attendue de 26 MW, ont été développées. Ces initiatives sont complétées par des projets solaires près du parc national de la Garamba et une centrale biomasse à Yangambi, reflétant l'engagement de l'UE envers une énergie propre qui répond aux besoins des communautés et entreprises locales.



L'UE reconnaît également l'importance cruciale de **l'intégration régionale pour l'avancée de l'électrification en RDC**. Elle se joint à ses partenaires financiers pour établir des liaisons électriques avec l'Ouganda et la Zambie et contribue au projet de la future centrale hydroélectrique Ruzizi III. Ces interconnexions, essentielles pour la stabilité énergétique, visent à connecter le pays aux réseaux énergétiques régionaux, renforçant son autonomie énergétique.

Au-delà de l'infrastructure, l'UE joue un rôle clé dans la réforme du cadre réglementaire énergétique de la RDC. **En favorisant l'élaboration de lois modernisées et en appuyant la création d'organes de régulation compétents**, elle vise à éliminer les barrières entravant l'accès à l'électricité dans les zones rurales et périurbaines. L'objectif est que l'électricité soit un levier de développement et d'avancée sociale pour l'ensemble de la population congolaise.

Ainsi, par son action complète, l'Union européenne s'affirme comme un partenaire essentiel de la République démocratique du Congo, traçant la voie vers un **futur énergétique durable et accessible à tous**, permettant à chaque foyer et entreprise de tirer parti du remarquable potentiel énergétique du pays.

## HUMANITAIRE

### La réponse de l'UE aux urgences et à la résilience en RDC

Dans le contexte humanitaire de la RDC, caractérisé par des conflits persistants, des épidémies récurrentes et des catastrophes naturelles, le service d'aide humanitaire de l'Union européenne, prend tout son sens. DG ECHO s'engage à apporter aide et secours d'urgence, tout en œuvrant pour la prévention des catastrophes et le soutien post-crise, dans le strict respect des principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance.

La situation en RDC demeure parmi les plus critiques au monde, **nécessitant une mobilisation continue**. Le Plan de Réponse Humanitaire 2024 de l'ONU pour la RDC souligne le besoin de **2,6 milliards de dollars** pour adresser les urgences des populations vulnérables, dans un pays où près de 6,5 millions de personnes sont déplacées internes dû au conflit qui sévit à l'Est de la RDC, le chiffre le plus élevé sur le continent

africain. Plus de **1 million de réfugiés congolais** cherchent refuge dans les pays voisins, tandis que la RDC accueille également plus de **500 000 réfugiés** venant d'autres nations.

La violence sexuelle, le recrutement forcé d'enfants et les attaques contre les infrastructures



#### DG ECHO

Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne

Domaines d'action

- Insécurité alimentaire sévère
- Personnes déplacées
- Personnes réfugiées
- Malnutrition

# 100 M€

MONTANT ALLOUÉ EN 2023

civiles, y compris les écoles et centres de santé, exacerbent l'urgence humanitaire. L'insécurité alimentaire touche environ **25 millions de personnes**, un quart de la population, aggravée par l'instabilité et les déplacements forcés. La malnutrition aiguë affecte quelque 2,8 millions d'enfants et les risques naturels comme les inondations et éruptions volcaniques compliquent davantage la situation.

En réponse, l'UE a alloué plus de **100 millions d'euros en 2023 pour des interventions humanitaires** ciblant les besoins immédiats dans l'est de la RDC. Ces projets visent à fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle, des abris, des soins de santé d'urgence et à protéger les populations contre les violations des Droits de l'Homme. L'UE soutient également l'éducation des enfants et a facilité deux opérations de pont aérien humanitaire en 2023 pour acheminer rapidement des fournitures vitales vers les zones isolées, démontrant ainsi son engagement à atténuer les souffrances et à soutenir la résilience des communautés congolaises les plus vulnérables.

L'Union européenne réaffirme ainsi son engagement indéfectible envers le peuple de la République démocratique du Congo, **reconnaissant la nécessité impérieuse d'une action concertée et soutenue** pour répondre aux multiples crises humanitaires qui frappent

le pays. Consciente de l'ampleur des défis et des souffrances endurés par les populations congolaises, l'UE s'engage à poursuivre et à intensifier ses efforts d'aide humanitaire, en coordination étroite avec ses partenaires internationaux et locaux, pour assurer une réponse rapide, efficace et adaptée aux besoins les plus pressants. L'Union européenne demeure déterminée à être à l'avant-garde de cet effort humanitaire, guidée par les principes de solidarité, de compassion et de respect de la dignité humaine.



En février 2024, l'UE a attribué 1,5 million d'euros en aide à la RDC, affectée par **des inondations qui ont impacté plus de 2,2 millions de personnes** et causé la mort d'au moins 300 individus. Ces catastrophes ont détruit environ 100 000 maisons et déplacé plus de 500 000 personnes. La situation est exacerbée par une épidémie de choléra et des conflits dans les zones inondées. L'aide financière a soutenu la fourniture d'eau, d'installations sanitaires, ainsi que des services de santé et de protection pour les enfants dans les régions les plus affectées, incluant Maniema, Sud-Kivu, Tanganyika, Kongo-Central et Tchopo. De plus, 200 000 euros supplémentaires ont été dédiés à la Croix-Rouge congolaise pour une assistance directe aux victimes.

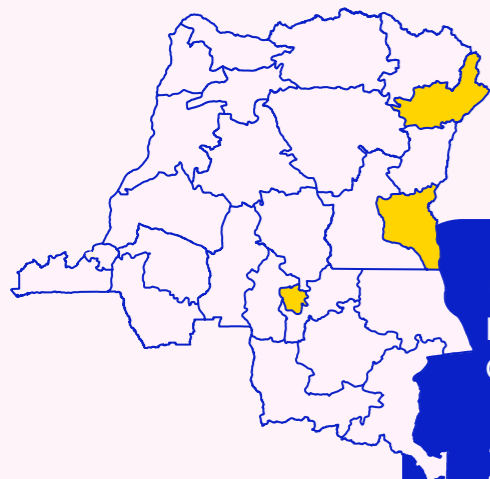
## GENRE

### Les initiatives de l'UE pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes en RDC

L'égalité des genres représente un principe fondamental pour l'Union européenne, étant reconnue comme un droit humain universel et une condition *sine qua non* pour le bien-être, la croissance économique, la prospérité, la bonne gouvernance, la paix et la sécurité.

L'Union européenne (UE) reconnaît et valorise le rôle essentiel des femmes et des filles dans le tissu social et économique de la République démocratique du Congo (RDC), un pays riche en diversité. En travaillant main dans la main avec la RDC, l'UE s'efforce de réduire les disparités de genre en soutenant l'éducation des filles, en facilitant l'accès des femmes aux ressources et à la prise de décision, et en promouvant leurs droits. Cet engagement s'inscrit dans la volonté de l'UE d'atteindre les **Objectifs de Développement Durable (ODD)** d'ici 2030, à travers une stratégie qui intègre l'égalité des genres à tous les niveaux d'action : par des mesures spécifiques, l'intégration de la perspective de genre et un dialogue politique constructif.

L'UE met un accent particulier sur la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), élaborant des programmes spécifiques comme « **Unis Pour l'Égalité des Genres** », dotés d'un financement de 20 millions d'euros, qui œuvre dans les provinces de l'Ituri, du Kasai et du Sud Kivu. Ce programme ambitionne de diminuer les VBG en renforçant l'indépendance et le leadership des femmes, tout en appuyant le Ministère du Genre, de la Femme et de l'Enfant. En parallèle, l'UE finance des initiatives visant à améliorer le soutien socio-économique et la cohésion sociale des communautés touchées par les VBG.



UNIS POUR  
L'ÉGALITÉ DES  
GENRES

20 M€

Provinces de l'Ituri, du  
Kasai et du Sud Kivu.



**Promouvant l'égalité des genres comme un élément fondamental de tous ses programmes en RDC**, l'UE se concentre notamment sur l'amélioration de l'accès à l'éducation pour les filles et la santé reproductive. En favorisant un leadership inclusif au sein des institutions, l'UE espère non seulement servir de modèle mais aussi inspirer un changement durable en faveur de l'égalité des genres, affirmant son engagement à construire un avenir où les femmes et les hommes bénéficient des mêmes opportunités pour s'épanouir.

Par des efforts concertés et un soutien stratégique, l'UE vise à laisser une empreinte durable sur le chemin vers l'égalité des genres, soutenant la RDC dans la création d'une société plus équitable et inclusive. **Ce partenariat, fondé sur le respect mutuel et la poursuite d'objectifs communs**, s'avère essentiel pour relever ensemble les défis d'aujourd'hui et construire les bases solides d'un avenir prometteur pour tous les Congolais.

## ÉDUCATION

### L'UE et la RDC unies pour l'éducation

Pour l'Union européenne, l'éducation de qualité est cruciale pour construire un avenir prometteur, en offrant à chacun des chances égales, en stimulant l'économie et en renforçant la cohésion sociale. L'éducation joue également un rôle clé dans l'intégration sociale et sert de bouclier contre la haine et la discrimination. Il s'agit aussi d'accorder une attention particulière à l'éducation des filles et à l'intégration du numérique dans l'apprentissage. En République démocratique du Congo (RDC), l'UE a mis en œuvre des projets pour améliorer les conditions éducatives dès 2022, y compris le financement de cantines scolaires dans quatre provinces.

En réponse aux crises touchant la RDC, l'UE a lancé en 2024 le programme « **Unis pour l'Éducation** » dans les provinces du Kasaï Central et de l'Ituri, visant à améliorer l'accès et le maintien à l'école, renforcer les capacités des enseignants et promouvoir la formation professionnelle pour l'insertion sociale et économique des adolescents. Ce programme s'inscrit dans une démarche humanitaire et de développement, visant à répondre aux besoins immédiats tout en soutenant le développement à long terme et la consolidation de la paix.



Parallèlement, l'UE soutient la RDC à travers des initiatives mondiales telles que Education Cannot Wait et le Partenariat Mondial pour l'Éducation, avec un engagement de plus de **700 millions d'euros** pour la période 2021-2027, démontrant son rôle de donateur principal dans la transformation des systèmes éducatifs mondiaux. Le programme de l'UE en RDC, démarré en 2024 en partenariat avec l'AFD et la Banque Mondiale, s'élève à près de **137 millions de dollars**, ciblant notamment l'amélioration de l'éducation des filles et la formation des enseignants, dans le but de contribuer durablement au développement et à la stabilité de la région.



Education Cannot Wait et le Partenariat Mondial pour l'Éducation : un engagement de plus de

# 700 M€

pour la période 2021-2027

Le programme de l'UE en RDC, démarré en 2024 en partenariat avec l'AFD et la Banque Mondiale, s'élève à près de

# 137 M\$

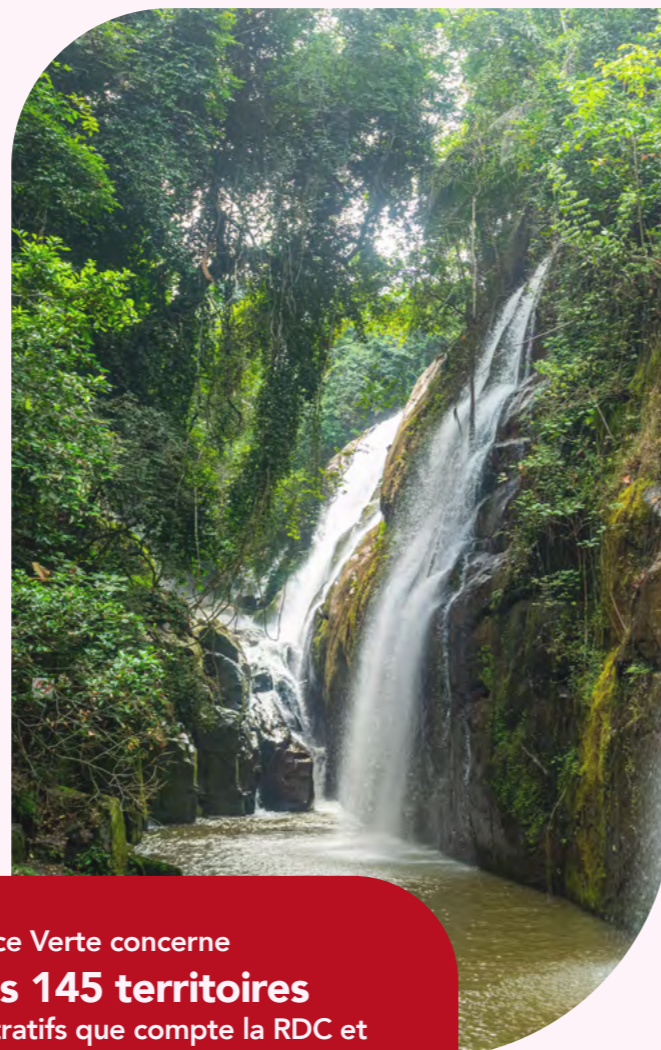
L'Union européenne réaffirme son engagement envers l'amélioration des conditions éducatives en République démocratique du Congo, reconnaissant l'éducation comme un levier puissant de changement et d'épanouissement. En concentrant ses efforts sur des initiatives concrètes, l'UE aspire à poser les fondations d'un environnement propice au savoir, à la croissance et à la résilience des communautés. Aux côtés du gouvernement congolais, l'UE travaille pour une RDC plus stable et prospère, où l'éducation est le moteur d'une transformation durable et inclusive.

## BIODIVERSITE & AGRO-BUSINESS

### L'UE s'engage pour la conservation et la valorisation de la biodiversité en RDC

L'Union européenne, en collaboration avec le gouvernement de la République démocratique du Congo et divers partenaires locaux comme l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), a lancé à Kinshasa, le 24 novembre 2022, l'initiative « Alliance Verte : Unis pour le développement durable » qui vise à apporter des solutions efficaces et durables aux défis environnementaux et de développement auxquels fait face la RDC.

L'Alliance Verte fait partie intégrante de l'approche de développement global que l'Union européenne met en œuvre en République Démocratique du Congo. Cette stratégie vise à protéger la biodiversité unique du pays tout en favorisant le développement durable et en soutenant des moyens de subsistance durables pour les communautés locales. Allant au-delà des méthodes traditionnelles de conservation, cette approche tient compte des interactions complexes entre les écosystèmes, les populations et les activités économiques. Elle inclut également la promotion de l'énergie renouvelable et le développement de secteurs économiques qui génèrent de la valeur tout en étant respectueux de l'environnement.



L'Alliance Verte concerne **21 des 145 territoires administratifs** que compte la RDC et touche directement environ **20 millions de personnes.**

Cette stratégie concerne spécifiquement cinq grandes zones en RDC : **les parcs de Virunga, Garamba, Upemba, Salonga, ainsi que la réserve de Yangambi et la région de Bili Uélé.** Ces zones, qui incluent des parcs nationaux classés au patrimoine mondial et une réserve de biosphère, s'étendent sur sur **21 des 145 territoires administratifs que compte la RDC** et touchent directement environ **20 millions de personnes.**

Cette approche dite "paysage" repose sur 5 objectifs bien distincts, à savoir :



- 1. Protection de la biodiversité** : cette initiative vise à préserver les écosystèmes uniques et divers de la République démocratique du Congo, incluant ses forêts tropicales, zones humides, faune variée et parfois rare, savanes et cours d'eau. L'objectif est de maintenir les habitats d'espèces menacées et de combattre le trafic illégal ainsi que le braconnage.
- 2. Gestion durable des ressources** : l'UE adopte une approche équilibrée pour répondre aux besoins humains tout en préservant la santé des écosystèmes. Cette stratégie encourage une exploitation responsable des ressources naturelles telles que le bois, les minéraux et l'eau, assurant leur durabilité pour les générations futures.
- 3. Résilience climatique** : reconnaissant l'importance cruciale des forêts congolaises dans la régulation du climat mondial, l'UE concentre ses efforts sur le renforcement de la résilience climatique et soutient notamment la conservation et la restauration des forêts, favorisant ainsi la capture du carbone.
- 4. Accès à une énergie propre et durable** : l'UE développe des projets énergétiques innovants qui augmentent la production d'énergie re-

nouvelable, bénéficiant aux entreprises et aux ménages à travers le pays. Un accès accru à une énergie propre soutient les initiatives de transformation agricole et de développement économique, améliorant ainsi la qualité de vie des communautés.

- 5. Amélioration des conditions de vie des communautés** : notre approche de conservation intégrée du paysage vise à améliorer les conditions socio-économiques des communautés locales vivant près des aires protégées. Nous promovons des moyens de subsistance durables à travers des pratiques telles que l'agriculture sans déforestation, l'agroforesterie, la stabilisation de l'agriculture, l'écotourisme et les initiatives de conservation communautaire, qui réduisent la dépendance à des pratiques néfastes pour l'environnement tout en créant de la valeur ajoutée.

Grâce à l'Alliance Verte, l'Union européenne et ses États membres s'engagent à protéger et à valoriser les ressources naturelles de la République Démocratique du Congo, tout en visant principalement à améliorer la vie des communautés locales. Ce partenariat montre comment la collaboration peut aider à créer des solutions durables qui bénéficient à la fois à l'environnement et aux gens qui en dépendent.



## NUMÉRIQUE

### Coopération UE-RDC pour l'avancée numérique

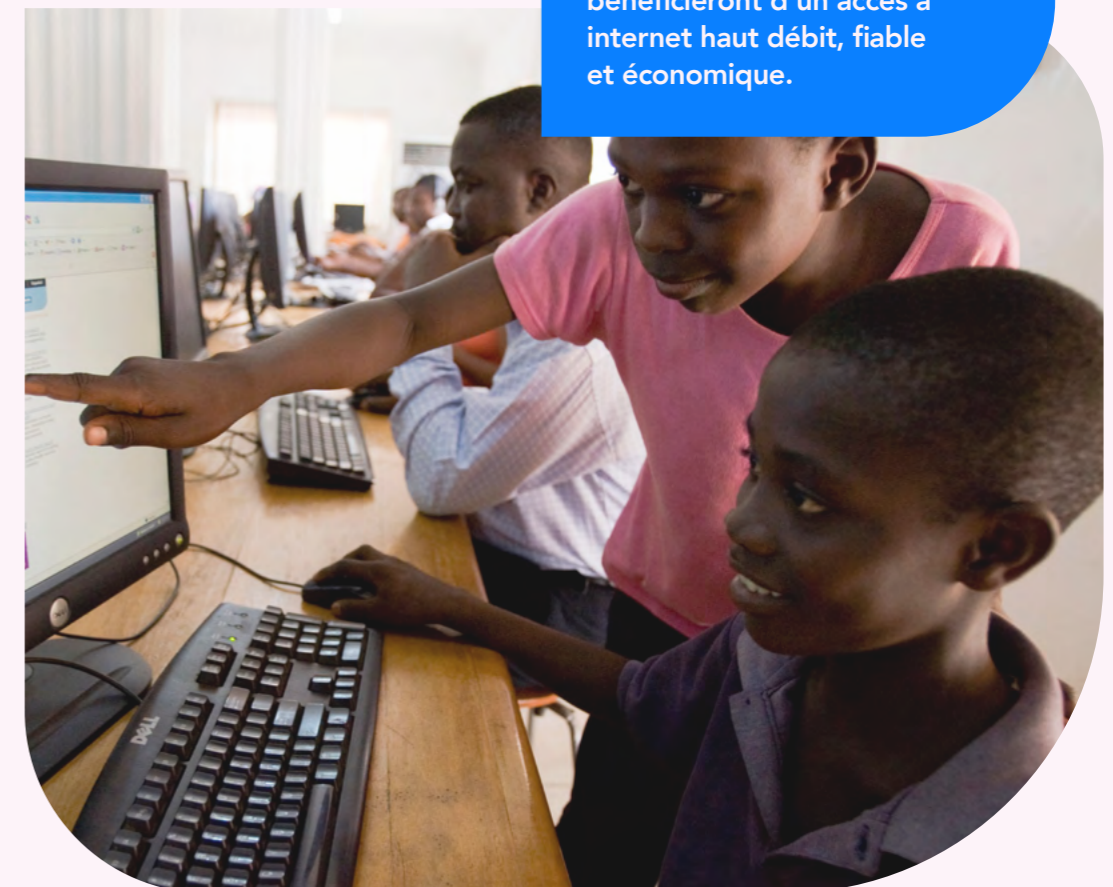
En lien avec le Plan National du Numérique décidé en RDC, l'UE accompagne la transformation numérique de la RDC dans toutes ces dimensions, sur le cadre légal et institutionnel ou les compétences numériques en particulier. Des investissements importants pour améliorer la connectivité, sur le réseau mobile et de fibre optique, dans les zones reculées et envers les services publics (écoles, hôpitaux), sont soutenus financièrement par la Banque européenne d'Investissement dans le cadre de la stratégie Global Gateway.



Au-delà de ces infrastructures physiques, un soutien substantiel est apporté à la digitalisation des services cruciaux tels que la santé, l'éducation et la cybersécurité, transformant ainsi la manière dont ces services sont délivrés et sécurisés. **Plus de 2,5 millions de personnes ainsi que des institutions clés, dont 319 écoles et 70 hôpitaux, bénéficieront d'un accès à internet haut débit, fiable et économique.** Ces avancées sont essentielles pour édifier une société numérique inclusive et résiliente en RDC, favorisant le développement socio-économique durable à travers le pays.



**Plus de 2,5 millions de personnes** bénéficieront d'un accès à internet haut débit, fiable et économique.







Délégation de l'Union  
européenne en République  
démocratique du Congo

#GlobalGateway  
@UEenRDC